ATD
QUART MONDE

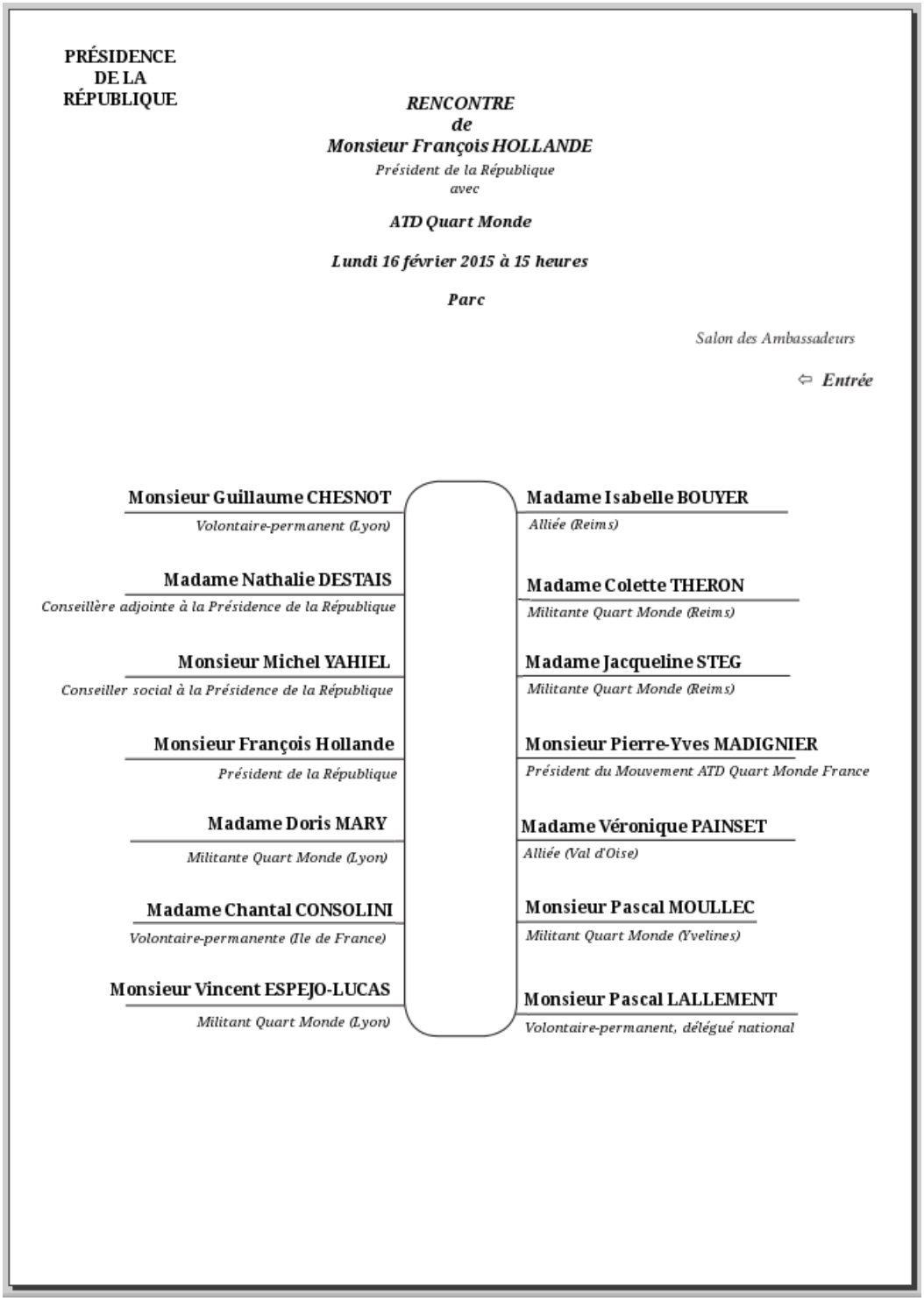
Rencontre d'une délégation d'ATD Quart Monde avec François Hollande, Président de la République

16 février 2015

Textes des interventions des membres d'ATD Quart Monde

Participaient à la rencontre :
Monsieur François Hollande, Président de la République française
Monsieur Michel Yahiel, conseiller social à la Présidence de la République
Madame Nathalie Destais, conseillère adjointe protection sociale et autonomie à la Présidence de la République

Pour ATD Quart Monde
Monsieur Pierre-Yves Madignier, Président du Mouvement ATD Quart Monde France
Monsieur Pascal Lallement, délégué national d'ATD Quart Monde France
Monsieur Pascal Moullec, militant Quart Monde d'Île de France
Madame Chantal Consolini, volontaire-permanente, Université populaire Quart Monde Île de France
Madame Véronique Painset, alliée d'Île de France
Madame Doris Mary, militante Quart Monde de Rhône-Alpes
Monsieur Vincent Espejo-Lucas, militant Quart Monde de Rhône-Alpes
Monsieur Guillaume Chesnot, volontaire-permanent de Rhône-Alpes
Madame Jacqueline Steg, militante Quart Monde de Champagne-Ardenne
Madame Colette Théron, militante Quart Monde de Champagne-Ardenne
Madame Isabelle Bouyer, alliée de Champagne-Ardenne



(ph. F. Phliponeau)

Pierre-Yves Madignier, Président du mouvement ATD Quart Monde France

Monsieur le Président,
Permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour cette rencontre. Notre espoir est qu'elle soit utile à la République et à son président pour unir nos concitoyens autour du combat pour détruire la misère. Cet engagement, repris de la loi d'orientation de 1998, est un projet pour tous les habitants de notre pays.

Vous avez accepté que ce soit une rencontre de travail parce que nous sommes tous des travailleurs et nous nous y sommes préparés sérieusement entre nous, bien au-delà des personnes présentes dans cette délégation, ainsi qu'avec vos conseillers.

Nous sommes un Mouvement créé par des personnes très pauvres du camp de Noisy le Grand qui revendiquaient leur dignité, une égale dignité pour tous, et leur place centrale dans le combat à mener contre la misère. Parce que la destruction de la misère ne peut pas se réaliser sans la participation active, sans la connaissance qu'en ont les personnes qui la vivent, sans la pleine reconnaissance de leur dignité.

Alors qui sommes nous, nous qui venons vous rencontrer aujourd'hui? Nous sommes tous engagés dans le même combat pour détruire la misère, tous convaincus que ce combat est essentiel pour que tous ensemble, quelles que soient par ailleurs nos origines ethniques, nos convictions respectives nous formions une société fidèle à notre devise républicaine de Liberté, Égalité, Fraternité.

Certains d'entre nous mènent ou ont mené ce combat pour détruire la misère dans leur milieu mais également dans leur propre vie, dans celle de leurs enfants. Ils peuvent se revendiquer Militants Quart Monde. Leur expérience de la misère et leur courage pour la combattre sont un trésor pour notre république française.

Certains d'entre nous ont fait un choix professionnel et de vie, au moins pour quelques années, de rejoindre les plus pauvres dans leur combat quotidien. Ils partagent des règles de vie en décalage avec ce que la société pratique habituellement. Ils sont volontaires-permanents du Mouvement ATD Quart Monde.

Les personnes très pauvres ne peuvent pas à elles seules venir à bout de la misère. Dès le camp de Noisy, Joseph Wresinski a fait appel à des alliés qui dans leur vie citoyenne, professionnelle, familiale, associative, syndicale ou autre s'engagent avec les plus pauvres pour convaincre la société dans son ensemble. Certains d'entre nous, dont moi-même, sont là au titre de cet engagement d'alliés.

Geneviève de Gaulle Anthonioz que vous aller distinguer prochainement avec son amie Germaine Tillon et deux autres résistants, Jean Zay et Pierre Brossolette, a rencontré à Noisy le Grand le même appel à défendre la dignité humaine qu'à Ravensbruck. Aujourd'hui, que nous soyons militants Quart Monde, volontaires-permanents ou alliés, nous avons le même désir qu'elle de faire avancer la reconnaissance de la discrimination pour précarité sociale.

Chantal Consolini, volontaire-permanente

Monsieur le Président, merci de nous recevoir. C'est impressionnant à double titre : d'être devant vous bien sûr, et de représenter d'autres avec lesquels nous avons préparé ce rendez-vous. Nous nous sentons une grande responsabilité et nous aurons en ressortant d'ici des comptes à rendre à ceux qui nous ont fait confiance.
Pour préparer ce rendez-vous, des rencontres ont eu lieu en Île de France, en Champagne Ardenne et en Rhône-Alpes. Nous voulions, ne pas venir parler en notre seul nom, mais être délégués d'autres. Nous voulions porter une parole collective, et vous le verrez la plupart d'entre nous vont lire un texte qu'ils ont bâti dans leur groupe.

Samedi dernier, j'animais l'Université populaire Quart Monde d'Île de France. Nous étions 60 personnes, la majorité issues de la pauvreté. Nous avions choisi de travailler le thème de la dignité. D'abord parce que c'est un sujet au cœur de nos vies et nos engagements. ATD veut dire « Agir Tous pour la Dignité ». Et nous savions aussi que lors d'une rencontre que vous avez eu récemment avec des présidents d'associations, dont Pierre-Yves Madignier, vous aviez parlé d'un pacte de dignité.
Les participants à cette plénière de samedi ont pu dire leur cri d'être toujours rabaissés, méprisés, traités d'incapables. Mais ils ont surtout dit leur combat, leurs résistances. S'ils ont pu s'exprimer, c'est parce que l'Université populaire Quart Monde est un lieu de dialogue, un lieu de formation à la prise de parole, à l'écoute, dans un cadre qui donne confiance. C'est un lieu où on n'est pas jugé, ni moqué. Là on peut parler, on est entendu, on élabore à partir de son expérience et sa pensée individuelles, une pensée collective. Et c'est un savoir nouveau qui en sort. Penser ensemble pour agir ensemble et notamment agir plus efficacement contre la misère avec ceux qui la vivent.
Dans l'Université populaire Quart Monde d'Île de France, il y a une grande diversité culturelle et confessionnelle, il y a des personnes originaires d'une quinzaine de pays, de France, de Guadeloupe, de pays européens, du Maghreb mais aussi d'Angola, du Cap Vert, du Congo Brazzaville, de l'Île Maurice, d'Haïti et d'autres encore. Il se vit là une grande fraternité, un vivre et penser ensemble qui est un exemple pour notre démocratie.

Les personnes en situation de pauvreté, et vous allez les entendre par la voix des militants présents ici, ont des choses à nous apprendre, elles ont un savoir rarement reconnu et pourtant tellement précieux quand il s'exprime.

On pourrait se dire, pensant être logique : la société a besoin de s'appuyer sur les plus forts et les plus rapides pour être tirée vers le haut. Mais on se rend compte que cela ne fonctionne pas. Le combat contre la misère est une guerre permanente. Et ce que j'apprends, c'est que malgré leur vie si difficile, les personnes en situation de pauvreté inventent des manières de vivre ensemble dans la paix et la fraternité. Elles développent des solidarités. Je pense à Monsieur D. qui habite dans le Val d'Oise et qui n'a pas d'adresse. Sa caravane est posée sur un chemin entre deux communes et aucun des deux CCAS ne veut le domicilier. Il dit : « Les maires ne nous aiment pas ! » Les autres militants de son groupe l'ont soutenu, ils ont écrit au défenseur des droits. Monsieur D. se défend, il sait aujourd'hui qu'il a des droits, il ose les réclamer. Il a la tête haute.
Mais combien se taisent ? Combien ne vont pas réclamer leurs droits de peur d'être encore humiliés ? Samedi dernier à l'Université populaire Quart Monde, notre invitée experte était la vice présidente de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, Mme Teitgen-Colly qui disait : « Vous n'avez pas à avoir honte d'aller réclamer vos droits ! » Elle rappelait que le non-recours aux aides représente plusieurs milliards d'euros. Il faut faire reculer la stigmatisation sociale pour permettre l'accès aux droits et la dignité de tous !

Doris Mary, militante Quart Monde

Bonjour Monsieur le Président, je m'appelle Mary Doris et je suis militante à Lyon.
Je veux vous parler de la dignité. Ma vie a toujours été marqué par des étiquettes : petite, j'étais l'enfant de la DDASS ; adulte, je suis la malade psy… en fait c'est des étiquettes qui font mal. Elles sont tatoués en moi et j'ai l'impression qu'elles me poursuivent tout le temps. Depuis petite, on me dit que je ne vaux pas le coup. J'ai été réduite à ces étiquettes et mes enfants aussi. A cause de ces étiquettes, j'ai toujours la crainte d'être mal perçue, d'être bloqué pour avancer dans ma vie. Face aux autres, je suis toujours obligé de prouver que je ne suis pas rien.
Aujourd'hui je ne veux pas qu'on me vole ma dignité, elle m'appartient. J'ai toujours soif d'apprendre, de savoir des choses : c'est ma fierté, ma revanche sur la vie.

Il faut reconnaître que tout individu possède au fond de lui une richesse à exploiter, même le plus pauvre. Mais souvent il est nécessaire de nous donner des béquilles pour nous aider à l'exprimer et c'est pour ça que je désire aussi une loi qui permette de ne laisser personne de côté.

Aujourd'hui je vis dans un nouveau quartier de Lyon où la mixité est mise en avant. Cependant je réside depuis 4 ans dans une maison relais d'habitat et humanisme. Dans le même immeuble, il y a les appartements d'habitat et humanisme qui ont leur entrée au numéro 51 et les appartements des personnes propriétaires qui ont leur entrée séparée au 49, juste à côté mais bien plus belle ! Voici l'exemple d'une mixité où les gens ne se croisent jamais. Encore une fois j'ai la honte, ils nous prennent pour quoi ? Je n'ose pas inviter des personnes chez moi…

Je peux aussi parler de cette rencontre que j'ai eue avec un député-maire lorsque j'allais avec une alliée lui parler justement de la discrimination. Durant cette entrevue, je posais des questions, et il m'ignorait et il répondait à la personne qui m'accompagnait. La seule question qu'il m'a posé : « êtes-vous roms ? » !
Il ne suffit pas d'être acteurs et engagés, il faut que le regard des élus changent.

C'est un type de discrimination qu'on rencontre trop souvent dans nos vies.

Pascal Moullec, militant Quart Monde

Je m'appelle Pascal Moullec, j'habite à Trappes dans les Yvelines. J'ai 5 enfants. J'ai connu la misère et je me suis engagé à ATD Quart Monde parce qu'aujourd'hui je veux aider d'autres.
Parfois à mon travail, j'ai été jugé parce que je ne sais ni lire ni écrire. Mais j'ai toujours travaillé !
Pour moi, la dignité, c'est me tenir droit. Ce qui m'a permis de m'en sortir, ce sont mes enfants. Ils connaissent mon parcours, je ne leur ai pas caché. Je voudrais qu'ils n'aient pas la même vie que moi. Je veux leur prouver qu'on peut s'en sortir. Pour eux, je me battrai !

Guillaume Chesnot, volontaire-permanent

Je m'appelle Guillaume Chesnot et je suis engagé en tant que volontaire-permanent depuis 5 ans. Depuis toujours, je porte des idéaux de justice et de fraternité. A l'origine, je me suis effectivement engagé pour des idées mais je suis resté dans le Mouvement parce que j'ai découvert une réalité au-delà de ce que je pouvais imaginer ; une réalité qui continue de nourrir ma révolte.
J'ai compris que mes belles idées ne sont rien si elles ne sont pas confrontées à la réalité de la vie des personnes en grande difficulté, si je n'allais pas vers elles pour saisir l'ampleur des injustices et des discriminations qu'elles subissent.

Grâce à mon engagement, j'ai reçu la meilleure formation à la relation humaine : d'une part, j'ai appris à oser aller vers des personnes très différentes et d'autre part, j'ai appris à ouvrir les yeux et à écouter des vécus et des expériences de vie qui m'étaient complètement inconnus. Avec mes idées, je me croyais savant ; grâce à la rencontre, je me suis découvert ignorant.
Je pense ici en particulier à une personne qui m'a beaucoup appris par sa pensée et son expérience de vie. Cet homme a vécu 10 années à la rue. A plus de 50 ans, il vit maintenant dans un petit logement HLM dans une commune de la banlieue lyonnaise. Au début de nos rencontres, je le voyais avec un regard un peu méfiant. Puis, j'ai appris à le connaître et à découvrir ses richesses. Il m'a marqué par son courage dans sa lutte personnelle contre l'alcoolisme et son désir de justice qu'il exprime à travers ses chansons. Si j'étais resté sur mes préjugés de la première rencontre, aurais-je pu voir toute sa richesse ? Aurais-je pu voir sa fierté de chanter devant ses enfants ? Aurais-je pu savoir qu'il connaissait par cœur l'histoire de la guerre de sécession aux États-Unis ?

Aujourd'hui, j'ai en tête ce que vivent les personnes et cela me donne une force supplémentaire pour agir dans la société. Une loi n'empêchera pas les discriminations, mais représentera un marqueur pour notre société, un point de repère sur lequel on pourra s'appuyer pour refuser que des personnes continuent de subir le rejet.

Pour conclure, je reprendrai à mon compte les propos des participants de Montceau-les-Mines lors d'une Université Populaire Quart Monde à Lyon, elles disaient : « On n'est pas toujours courageux pour défendre les victimes et dénoncer les injustices. La loi doit nous aider à dépasser cela et nous pousser à refuser l'inacceptable ».

Vincent Espejo-Lucas, militant Quart Monde

Je m'appelle Vincent Espejo-Lucas, je suis militant à ATD Quart Monde à Lyon.
J'aimerais vous parlez de l'école de la république et de la lutte contre l'échec scolaire. L'école doit être une vraie chance pour tous et ne doit pas être un lieu de souffrance et d'humiliation comme elle l'a été pour certains d'entre nous.
J'ai grandi dans le quartier de la Duchère à Lyon. Le même quartier où ont grandi ma mère, mes oncles, mes cousins. J'y suis resté jusqu'au collège puis je suis allé dans un lycée du centre-ville avec 3 de mes potes du quartier. A l'arrivée dans ce lycée, ça ne

s'est pas très bien passé pour nous, nous étions un peu dépaysés au début, les gens de la classe n'étaient pas comme nous, ce n'était pas des mecs de quartier. Tout de suite, on a été montré du doigt, on nous appelait les racailles, les mecs de la cité. Personnellement, ça m'a fait super mal ! Moi qui n'avais jamais commis de délit, et à qui mes parents avaient inculqué des valeurs, on me jugeait, on me manquait de respect pour le seul motif que je venais et que j'avais grandi dans un quartier populaire. Ma première réaction fut de la haine, j'avais envie de les "*bouffer ses fils à papa*". Moi je pensais cela et j'étais le plus calme de la bande, donc vous imaginez ce que mes potes pensaient.

Aujourd'hui, je suis père de famille à mon tour. L'école est au cœur de nos préoccupations à ma femme et à moi. En 2011, nous avons participé à un événement ATD Quart Monde, « les ateliers pour l'école ». On est intervenu devant des futurs enseignants et directeurs d'école et on a rejoint le réseau école d'ATD Quart Monde, c'est un endroit où, nous les parents, on peut échanger et réfléchir avec des professionnels de l'enseignement. Nous, on apprend beaucoup de choses sur le monde de l'école et les professionnels comprennent mieux les enfants des familles en difficulté.

Pour moi, ATD Quart Monde est l'un des seuls endroits qui permette cette rencontre. C'est une chance et ce serait bien qu'elle soit offerte à tous.
On entend souvent qu'on est des fainéants, des voleurs, des assistés mais on peut être constructeur de notre société. On se bat pour changer la vie de nos enfants. Dans notre société, on n'en parle jamais. On n'a pas fait de grandes études mais on a quelque chose à apporter. On a envie d'être constructeurs de notre société et surtout, il faut faire entendre la voix des plus pauvres à qui on ne donne jamais la parole.

Véronique Painset, alliée

Je m'appelle Véronique Painset et je suis alliée dans le mouvement ATD Quart-Monde depuis 1999 dans le Val d'Oise. Voilà, depuis plusieurs semaines je me torture, oui je me torture pour savoir comment vous aborder. Je pensais que je serai intimidée par votre statut, par votre fonction. Mais plus je m'interroge, plus je me dis que c'est le fait de résumer mon engagement à ATD Quart Monde auprès des familles aux vies difficiles et le fait de représenter les alliés qui m'impressionnent.

Quelle place et quel regard portons-nous aujourd'hui sur les personnes qui vivent en grande précarité ?
J'ai réfléchi à ce que je devais vous communiquer et comment je devais le faire. Finalement, j'ai trouvé. Je vais témoigner de l'histoire de ce couple que je connais depuis 14 ans. C'était très difficile pour moi de choisir une des familles avec lesquelles je suis en lien. Toutes ont marqué mon engagement, m'ont façonnée depuis quinze ans que je milite auprès d'ATD Quart-Monde. Mais c'est cette famille que j'ai choisi d'évoquer aujourd'hui devant vous et qui dira l'injustice que vivent beaucoup de familles, les préjugés.
C'est l'histoire d'une famille avec 3 enfants. Récemment, ils ont donné naissance à des jumeaux, grands prématurés, une fille et un garçon. La petite fille est décédée peu de temps après sa naissance. Le garçon, lui, a été hospitalisé à plusieurs reprises pour de graves problèmes de santé. Plusieurs fois par jour, ses parents se rendaient auprès de lui et faisaient jusqu'à cinquante kilomètres. Pour permettre à l'enfant de grandir au sein de sa famille, les

parents ont alors appris à poser une sonde gastrique. Après plusieurs séjours à l'hôpital, ils ont voulu reprendre leur petit garçon à leur domicile. « Votre enfant est bien mieux ici que chez vous ! » leur a dit une personne du service hospitalier. Ils n'ont osé rien dire. Ils ont été blessés, meurtris. Nous en avons beaucoup discuté ensemble et j'ai souligné le fait qu'on n'avait pas le droit de leur parler ainsi. Je les ai rassurés dans leur rôle de parents et le fait que personne ne peut juger de l'amour qu'ils portent à leurs enfants. C'est une injustice. Ce n'est pas parce que l'on vit avec très peu de moyens que l'on n'est pas de bons parents.
Si j'ai choisi ce témoignage, c'est surtout pour vous dire que mon rôle principal à moi et ce pourquoi je suis là aujourd'hui, en tant qu'alliée, c'est de tenter de faire changer le regard des gens sur la pauvreté pour que les personnes retrouvent leur place. Je suis un lien, un relais, une oreille attentive à leur misère, un accompagnateur.

Être alliée ne s'arrête pas pour moi aux actions au sein d'ATD Quart-Monde, cela s'étend également dans ma vie de tous les jours et dans mon milieu professionnel. Travaillant avec des enseignants et des élèves, j'essaye de les sensibiliser au monde qui nous entoure. Je leur parle de mon engagement, de mes rencontres avec les plus pauvres. J'essaye, à ma mesure, de faire changer leur regard sur certaines personnes, les sans-domicile-fixe, les gens du voyage et de combattre leurs préjugés. Par exemple, j'ai tenté, par le biais du dossier pédagogique sur la journée mondiale du refus de la misère, de les faire réfléchir à la manière d'agir ensemble pour combattre la pauvreté. C'est une éducation d'ouverture à l'autre qui doit commencer dès le plus jeune âge. Nos jeunes sont les futurs citoyens.

Ce n'est pas facile tous les jours, je ne suis pas toujours comprise mais ma force est de me dire que les petites choses que l'on sème peuvent porter des fruits bien des années plus tard et ainsi contribuer au bien vivre-ensemble.
Je souhaite et les alliés, à travers mon témoignage, souhaitons une société plus juste où personne ne soit laissé de côté.
Ensemble, nous pouvons agir pour que chacun ait une place dans notre société sans être jugé et exclu.
Nous avons tous droit à une place dans ce monde et de vivre dignement.
Participons à une meilleure fraternité où la dignité de chacun sera reconnue, respectée !
Et je me permets, Monsieur le Président, pour conclure de reprendre une de nos convictions et thème de notre dernier journal « Résistances » « Abandonnons nos préjugés et agissons. »

Isabelle Bouyer, alliée

Je m'appelle Isabelle BOUYER et je suis alliée engagée à ATD Quart Monde depuis presque 30 ans ; j'étais alors étudiante éducatrice spécialisée en stage long au sein de l'équipe de volontaires de Reims. J'ai accepté de me mettre à l'école des personnes très pauvres pour combattre les préjugés, faire changer les regards, et avec pour motivation la destruction de la misère.
Je suis engagée dans mon milieu social et professionnel en tant que cadre de l'action sociale pour témoigner au quotidien, et apporter tous les éléments de connaissance tirés de mes rencontres, mais surtout du travail mené avec les militants depuis toutes ces années. Leur vie de combat pour accéder à leurs droits est pour moi, comme pour tous les alliés de notre région, vécue comme une profonde injustice.

Au sein du Mouvement, j'ai animé les Universités populaires Quart monde de Champagne Ardenne. J'y ai vu des personnes retrouver leur dignité, se mettre debout, parce que ce lieu

unique organise des conditions spécifiques pour que la parole, la pensée des personnes que l'on n'entend jamais, soient source d'enseignement pour le reste de la société.

J'essaye de faire passer ma conviction dans mon milieu professionnel, de faire prendre conscience de la capacité qu'ont les personnes qui ont une vie difficile pour cause de pauvreté, de penser, de réfléchir, et d'avoir une expertise sur leur propre vie. Cela a toujours été pour moi un enjeu important avec les équipes de professionnels, que ce soit dans l'accompagnement social lié au logement à l'UDAF pendant 20 ans, ou maintenant à la MSA dans le monde rural agricole.

Et c'est au début des années 2000, qu'ATD Quart Monde initie, à la suite des programmes Quart-Monde université et Quart-Monde partenaires, la démarche du croisement des savoirs et les co-formations qui en sont issues ; une fois formée à l'animation, j'ai créé la 1ère co-formation pour des professionnels du travail social à l'Institut régional de travail social de Reims.
Avec des professionnels « spécialistes de la pauvreté » et des personnes très pauvres militantes d'associations, j'y ai expérimenté des analyses croisées, sources d'enseignement pour chacun, car en se faisant entendre et comprendre, et en démontrant la nécessité de les associer systématiquement à toute décision les concernant, les militants ont partagé toute leur intelligence, dont la société se prive habituellement.

Après cette co-formation, une professionnelle a dit : *« Les militants pensent d'une façon et nous les professionnels, on pense d'une autre ; croiser nos analyses apporte du changement automatiquement. »*

Ces co-formations m'ont fait découvrir que pour établir une vraie relation de partenariat, il faut que soit possible une relation sincère et sans peur. Pour cela, les personnes qui vivent la grande pauvreté doivent être reconnues comme des êtres humains de valeur égale aux autres.

Je souhaite vous dire, M. le Président, ce que les militants de Champagne-Ardenne ont affirmé lors de notre intervention aux assises du travail social à Nancy en septembre dernier : « *L'humiliation et la honte doivent sortir à jamais de nos vie* », et ils ont dit aussi : *« Être partenaire, c'est être à égalité car pour être partenaires, il faut faire chacun la moitié du chemin. Pour se comprendre, il ne faut pas de supériorité, on n'est pas des personnes qui ne savent rien et des professionnels qui savent tout. »*

Nous ne pouvons poursuivre un chemin politique qui fait perdurer cette ségrégation dans notre société, avec ceux qui vivent bien d'un côté et tous les autres de l'autre.

Ne pas tenir compte de l'intelligence, des capacités de raisonnement des personnes, représente une atteinte profonde à leur dignité et un gâchis sur le plan humain considérable.
Me lier avec des personnes très pauvres est pour moi source de profonds changements qui accroissent ma liberté d'agir et de pensée ensemble ; cela renforce l'idée que la citoyenneté n'est qu'un privilège, si elle n'est pas vécue par tous.

Jacqueline Steg et Colette Théron, militantes Quart Monde

Je m'appelle Jacqueline STEG et je suis militante à ATD Quart Monde. Je participe à l'Université populaire Quart Monde de Champagne-Ardenne depuis 15 ans et je suis mère de 4 enfants. Le combat contre la misère, c'est toute ma famille depuis 3 générations qui le porte, quand nous habitions encore en caravane sur le terrain du Maroc à Reims.
Si j'ai l'honneur d'être déléguée aujourd'hui, c'est pour pouvoir vous faire comprendre, en tant que Président de la République, qu'au nom de TOUTES les personnes très pauvres, nous voulons que la misère s'arrête. Nous allons vous dire pourquoi il faut une loi pour faire reconnaître la discrimination pour précarité sociale.

Je m'appelle Colette THERON et je suis aussi depuis 15 ans à l'Université populaire Quart Monde en Champagne-Ardenne. Je suis mère de 7 enfants. Je peux m'exprimer devant vous aujourd'hui car j'ai appris à avoir confiance avec ATD Quart Monde, car on ne me considère pas comme une moins que rien.
L'Université populaire Quart Monde est un lieu où on travaille sérieusement, à partir de notre expérience de vie difficile. On dit nos points de vue, on se confronte avec d'autres gens d'autres milieux, et on fait comprendre toutes les forces qu'il faut tous les jours pour nous battre pour nos enfants, nos familles.

Nous voulons donner une autre image des personnes qui vivent la pauvreté. On veut vous montrer qu'on est capables de réfléchir et de penser ensemble, de construire des propositions avec nos mots.
Nous portons ici une parole collective. Les plus pauvres existent, même si on ne nous écoute jamais dans les institutions. Nous ne voulons plus que des millions de personnes vivent encore en France, considérés comme des moins que rien.
Nous combattons tous les jours les préjugés qui nous rabaissent, en sachant qu'on n'est pas des profiteurs.

Quand on est pauvre, il faut se battre pour notre dignité, on veut avoir le droit de ne pas seulement survivre. On veut faire reconnaître les humiliations qu'on subit tous les jours, car ceux qui ne les vivent pas, ne se rendent pas compte quand tous les problèmes s'accumulent.

Nous voulons vivre fièrement, la tête haute pour que nos enfants ne subissent pas le manque de dignité. La dignité pour nous, c'est pouvoir régler nos problèmes seuls, montrer aux enfants qu'on se bat pour eux.
Il faut nous permettre d'être dans des conditions où on se sente vraiment écoutés, où on se sente à ÉGALITÉ, et pas rabaissés, et pour cela il faut nous faire CONFIANCE.

On est une force de propositions, car on représente toutes les personnes qui subissent la misère. Et maintenant, on espère du résultat, pour nos enfants, car eux sont encore plus atteints par le non-respect, et la violence des humiliations qu'on subit tous les jours.

Les conséquences de la misère et de la discrimination sont énormes dans notre vie de tous les jours. Nous voulons faire comprendre la réalité de ce qu'on vit. Pour cela, nous

allons vous donner un exemple de discrimination pour précarité sociale vécu dans notre région et retenu par notre groupe :

Le droit à la santé est bafoué pour ceux qui ont la CMU : Une mère explique que son fils était suivi par un orthodontiste de Reims. Au moment des soins, il a 12 ans. Au début des soins, la famille avait une mutuelle. Le dentiste a proposé au garçon de lui mettre un appareil de qualité, une nouveauté à l'époque. Tout se passait très bien. Puis les droits de la famille ont changé : elle a bénéficié de la CMU-C.
Arrivée pour les soins, la maman prévient la secrétaire de son changement de situation. Le dentiste est venu les trouver dans la salle d'attente. Devant tous les autres patients, il a expliqué qu'avec la CMU, il ne pouvait pas poursuivre le traitement. Il leur a dit qu'il arrêtait les soins et les a envoyés à l'hôpital.
La mère et le fils avaient honte dans la salle d'attente d'être traités de cette manière par le dentiste. La maman a décidé de ne pas se laisser faire et a dit ce qu'elle pensait, en colère.
Le soir, à la maison, son fils est monté dans sa chambre. Il a arraché son appareil, en disant : « Comme ça, ça ne coûtera rien ».
Le lendemain, la maman est retournée voir le dentiste, et lui a parlé violemment, parce que l'humiliation avait été trop forte, pour elle mais aussi pour son fils. Il n'a plus jamais porté d'appareil. Il s'est senti humilié en public à l'âge de 12 ans parce que ses parents avaient la CMU.

Les droits sont bafoués quand les droits sociaux proviennent des aides sociales. Les familles n'ont pas accès aux mêmes soins, c'est une discrimination.
L'interpellation en public est une humiliation faite à la mère et au fils. Comment un enfant de 12 ans peut-il se construire dans son rapport à la société après avoir vécu une situation si violente ?

L'action menée par la maman a été de refuser de se taire face à cette violence.

Pour que cela n'arrive plus à d'autres, il faut une continuité de prise en charge des frais médicaux malgré un changement de couverture sociale.
Comment amener un tel médecin à réfléchir au problème qui existe, entre sa pratique et le serment d'Hippocrate ?

Pascal Lallement, volontaire-permanent, délégué national du mouvement ATD Quart Monde France

Entendre ces différents témoignages, Monsieur le Président, me touche personnellement beaucoup.
C'est en effet après avoir touché du doigt la réalité de la vie de personnes très pauvres qu'il y a 25 ans maintenant, je me suis engagé dans le mouvement ATD Quart Monde comme volontaire permanent afin de vivre auprès des personnes les plus pauvres et c'est pour cela qu'aujourd'hui je suis encore là.

Ces paroles préparées pour vous rencontrer, Monsieur le Président, sont l'expression de tout le travail du mouvement ATD Quart Monde en France, et dans 35 pays du monde. Avec d'autres

partenaires, nous luttons pour que les familles et personnes les plus pauvres soient entendues et apportent tout leur potentiel pour construire notre société, notre pays.

Joseph Wresinski, fondateur du Mouvement ATD Quart Monde, le résumait fortement :
« *Les plus pauvres nous le disent souvent : (…) le pire des malheurs est de vous savoir compté pour nul, au point où même vos souffrances sont ignorées. (…) Car c'est le mépris qui vous tient à l'écart de tout droit, (…) qui vous empêche d'être reconnu digne et capable de responsabilités* ».

Vous le savez, c'est toujours une réalité : de nombreuses familles, personnes et enfants pauvres sont victimes de préjugés. Ils en subissent les conséquences par des comportements particuliers qui les humilient ; des mesures techniques sensées les aider se retournent contre elles et les entraînent trop souvent vers un refus de leurs droits.
C'est pour cette raison que depuis 2009, toute une réflexion a été menée avec des militants Quart Monde. Un dossier a été remis à la HALDE en septembre 2010. Ces démarches ont abouti à demander la reconnaissance de la discrimination pour précarité sociale comme l'exprime si bien ces paroles d'une militante Quart Monde, décédée à 45 ans il y a quelques mois :
« *Ce qui me choque le plus, c'est le regard des gens. Qui reconnaît notre valeur ? Je voudrais qu'il y ait une loi pour empêcher les gens de nous mépriser. Je voudrais que notre courage soit reconnu. Ils ne voient pas tout le boulot qu'on fait.* »

Reconnaître la discrimination pour précarité sociale serait un signe fort de la volonté de notre pays de continuer à enraciner la fraternité dans notre vivre ensemble. Notre République, dans sa loi, refuserait alors tout comportement discriminant dans quelque domaine que ce soit et n'accepterait plus que des citoyens soient traités différemment du fait de leurs difficultés sociales.

Je pense à l'image d'une pile d'assiettes. Si vous portez une pile d'assiettes, vous la prenez par le bas. Sinon, l'assiette du bas sera toujours en bas et restera sur place. Quelque part, pour la société, c'est pareil. Si nous voulons faire avancer notre société vers plus de fraternité et de justice, il faut dès le début prendre en compte ses membres les plus démunis.

Inscrire la discrimination pour précarité sociale dans la loi serait prendre la pile d'assiettes par le bas. Ce serait un message fort adressé à tous ceux à qui l'on ne demande jamais rien, qui ne sont pas encore rejoints par des groupes ou associations et que le mépris enferme dans le silence. Ce serait leur dire : « Les humiliations que vous vivez, nous ne les acceptons pas » et ce ne sera plus possible dans notre pays que des gens soient humiliés parce que trop pauvres.

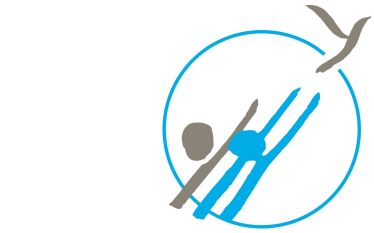
Reconnaître la dignité des plus démunis serait un pas de plus vers la reconnaissance de l'égale dignité de tous, préalable indispensable pour bâtir une société fraternelle, désir exprimé si fortement lors de la mobilisation du 11 janvier[1], vers une cohésion sociale et un vivre ensemble renouvelés.

*****

1 Marche républicaine en hommage aux victimes des attentats. 4 millions de personnes marchent pour la fraternité à travers la France.

La délégation : de gauche à droite : Doris Mary, Véronique Painset, Guillaume Chesnot, Pierre-Yves Madignier, Jacqueline Steg, Isabelle Bouyer, Pascal Lallement, Pascal Moullec, Colette Théron, Chantal Consolini, Vincent Espejo-Lucas

(ph. F. Phliponeau)



ATD Quart Monde © - février 2015